

Lait infantile contaminé : WECF France dénonce les pratiques des industriels et des pouvoirs publics

WECF France exprime sa profonde indignation et sa vive inquiétude face au retrait récent de lots de laits infantiles et les retards à l'information. WECF France dénonce des pratiques industrielles et réglementaires qui exposent les nourrissons à des risques inacceptables. Les nourrissons figurent parmi les groupes les plus sensibles aux contaminations chimiques et microbiologiques. Leur exposition, même à de très faibles doses, peut avoir des conséquences graves et durables sur leur santé et leur développement.

- Les délais de prévention sont incompatibles avec l'obligation de protection des nourrissons.

L'affaire a aussi mis en lumière des **problèmes de délai de prévention et de transparence**. Les industriels **ont tardé à alerter le public et les autorités**, ce qui pourrait constituer un manquement grave à leurs obligations légales de sécurité sanitaire et d'information. Lorsqu'il s'agit de l'alimentation des enfants, le devoir d'information doit être absolu. Le principe de précaution, inscrit dans le droit européen, doit aussi s'appliquer avec une rigueur maximale dès lors que la santé des nourrissons est en jeu.

- La confiance est gravement ébranlée

Les parents ont le droit de savoir précisément ce que contiennent les produits qu'ils donnent à leurs enfants. Ils sont en droit d'attendre une **sécurité sanitaire irréprochable** pour des produits destinés à l'alimentation exclusive ou principale de leurs enfants. Or, ces retraits contribuent à une perte de confiance profonde, d'autant plus préoccupante qu'ils concernent des produits souvent présentés comme strictement contrôlés et scientifiquement encadrés.

- Le devoir d'information est bafoué

Au-delà du risque immédiat, ces événements posent une question de fond : la sécurité des laits infantiles ne peut se limiter à une logique de retrait a posteriori. Le manque de transparence persistant des fabricants de laits infantiles, contrevient à l'exigence d'information loyale et complète des consommateur·rices. Elle exige une **anticipation des risques** et une **détection élargie des contaminants**.

WECF France appelle les autorités publiques à :

- renforcer immédiatement les **contrôles indépendants** sur les laits infantiles et l'ensemble des produits destinés aux jeunes enfants (par des structures publiques, la DGCCRF, en lien avec l'ANSES, et une transmission systématique des données pertinentes à l'EFSA) ;
- garantir une **transparence totale** et immédiate sur la nature des contaminations, les seuils retenus et les risques sanitaires associés ;
- revoir les cadres réglementaires afin d'intégrer pleinement les connaissances scientifiques récentes sur les **effets à long terme des expositions précoces** ;
- soutenir une transition vers des modes de production réellement protecteurs de la santé et de l'environnement.

Protéger la santé des plus vulnérables n'est pas négociable. La santé des nourrissons ne peut être sacrifiée à la compétitivité économique ou de la communication de crise. Chaque retrait de lait infantile doit être traité comme un **signal d'alarme majeur**, révélateur de choix industriels et réglementaires qui doivent être remis en question. **WECF France** continuera d'exiger des garanties fortes, une transparence totale et à demander que la protection de la santé, dès les premiers jours de la vie, devienne une priorité politique et réglementaire réelle.

Contact: **Sylvie Platel**, responsable Pôle plaidoyer Santé-Environnement & Genre / WECF France + 33 6 60 38 20 60
sylvie.platel@wecf.org

WECF France est une organisation écoféministe engagée pour un avenir sans substances chimiques, pour la protection de la santé-environnement et de la santé des femmes, des femmes enceintes et des enfants. Notre but est de « construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable ».